

**Zeitschrift:** Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio  
**Herausgeber:** Staatssekretariat für Wirtschaft  
**Band:** 14 (1896)  
**Heft:** 69

**Heft**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 18.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

**Abonnemente:**

(inkl. Porto)  
Schweiz: Jährlich Fr. 6, 2<sup>te</sup> Semester Fr. 3. — Ausland: Jährlich Fr. 22, 2<sup>te</sup> Semester Fr. 12.  
In der Schweiz kann nur bei der Post abonniert werden; im Ausland nach durch Postmandat an die Administration des Bureaus in Bern.  
Preis einzelner Nummern 25 Cts.

**Abonnements:**

(Port compris)  
Suisse: un an fr. 6, 2<sup>e</sup> semestre fr. 3. Etranger: un an fr. 22, 2<sup>e</sup> semestre fr. 12.  
On s'abonne, en Suisse, exclusivement aux offices postaux; à l'étranger, aux offices postaux ou par mandat postal à l'Administration de la feuille, à Berne.  
Prix du numéro 25 cts.

# Schweizerisches Handelsamtsblatt

## Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Versendung regelmässig <b>Mittwoch</b> und <b>Samstag</b> abends. Nach Bedürfnis erscheint das Blatt auch an andern Tagen.	<b>Redaktion und Administration</b> im Schweizerischen Handelsdepartement.	<b>Rédaction et Administration</b> au Département fédéral du commerce.	La feuille est expédiée régulièrement les <b>mercredi</b> et <b>samedi</b> soir; elle paraît en outre d'autres jours suivant les besoins.
<b>Insertionspreis:</b> Halbe Spaltenbreite 30 Cts., ganze Spaltenbreite 50 Cts. per Zeile. Inserate werden von der Administration des Handelsamtsblattes in Bern, sowie von den Annoncen-Agenturen angenommen.		<b>Prix des annonces:</b> La petite ligne 30 cts., la ligne de la largeur d'une colonne 50 cts. Les annonces sont reçues par l'Administration de la feuille, à Berne, et par les Agences de publicité.	

**Inhalt — Sommaire.**

Titre disparu (Abhanden gekommener Werttitel). — Handelsregister. — Register du commerce. — Aargauische Bank in Aarau.

### Amtlicher Teil. — Partie officielle.

#### Abhanden gekommene Werttitel. — Titres disparus. — Titoli smarriti.

Par ordonnance, en date du 6 mars 1896, le tribunal de première instance fait défense au Crédit Lyonnais, ayant un siège à Genève, de payer le montant du chèque n<sup>o</sup> 4421 de 1495 roubles, délivré le 18 novembre 1895, par le Crédit Lyonnais à Genève, sur le Crédit Lyonnais à Moscou, à l'ordre de M. C. Weiss, à Moscou.  
Il est ordonné à tout détenteur inconnu du dit chèque de le produire au greffe de notre tribunal dans le délai de trois mois sous peine d'annulation du titre.  
(W. 21<sup>a</sup>) Dumarest, greffier.

#### Handelsregister. — Register du commerce. — Registro di commercio.

##### I. Hauptregister — I. Register principal — I. Registro principale.

###### Thurgau — Thurgovie — Thurgovia

1896. 5. März. Aus der **Landwirtschaftlichen Genossenschaft Dussnang** in Dussnang (S. H. A. B. Nr. 5 vom 19. Januar 1887, pag. 37) ist Johann Baumberger als Präsident infolge Todes ausgetreten, an dessen Stelle ist als Präsident getreten, Eduard Böhi, Ortsvorsteher, von und in Auswyl-Oberwangen, welcher mit dem bisherigen Aktuar Rudolf Schaufelberger kollektiv die rechtsverbindliche Unterschrift führt.

###### Waadt — Vaud — Vaud

###### Bureau d'Aubonne.

1896. 4. mars. Le chef de la maison **Henri Matthey**, à Aubonne, est Jules-Henri, fils Jérémie Matthey, de Vallorbes, domicilié à Aubonne. Genre de commerce: Boulangerie, pâtisserie.

4 mars. La raison **David-D<sup>e</sup> Maillard**, à Aubonne, inscrite au registre du commerce le 28 août 1888 (F. o. s. du c. du 17 septembre 1888, n<sup>o</sup> 99, page 756), est éteinte et radiée ensuite de renonciation du titulaire.

5 mars. La raison **V<sup>o</sup> Conod-Gros**, à Aubonne, inscrite le 18 juin 1888 (F. o. s. du c. du 21 juin 1888, n<sup>o</sup> 76, page 596), est radiée d'office ensuite de la faillite de la titulaire.

###### Bureau d'Avenches.

27 février. Dans son assemblée générale du 22 février dernier, le **Syndicat Agricole d'Avenches**, association, dont le siège est à Avenches (F. o. s. du c. du 25 juillet 1893, n<sup>o</sup> 171, page 696), a renouvelé son comité en désignant comme président Numa Fomerod, propriétaire, à Avenches, et en maintenant son vice-président-caissier, Louis Cardinaux, à Donatyre et son secrétaire, Marc Brocard, professeur, à Avenches.

###### Bureau de Lausanne.

5 mars. La raison **Antoinette Boigey**, épicerie, tabacs et cigares, à Lausanne (F. o. s. du c. du 25 juin 1891, n<sup>o</sup> 142, page 578), est radiée ensuite de cessation de commerce.

5 mars. Ensuite de décision de l'assemblée générale du 18 mars 1894 de la **Société de secours mutuels et caisse de retraite des ouvriers tanneurs, corroyeurs, mégissiers et gantiers de Lausanne**, association, ayant son siège à Lausanne (F. o. s. du c. du 22 novembre 1892, n<sup>o</sup> 244, page 986), les statuts de cette association ont été modifiés. Les modifications concernent essentiellement la caisse de retraite. Celle-ci a pour but d'assurer des pensions à ceux de ses membres qui, pour cause d'âge ou d'infirmités reconnues incurables, deviendraient incapables de subvenir à leur entretien. La contribution à cette caisse est fixée chaque année par l'assemblée générale. Le capital de la caisse de retraite est formé: a. des contributions versées dès le 9 mars 1884 au 9 mars 1894; b. des dons qui ont été faits; c. des intérêts capitalisés de ses différentes sommes. Ce capital ne devra jamais être entamé, les intérêts seuls pourront être employés. A partir du 9 mars 1894, et cela pendant les cinq premières années du fonctionnement de la caisse de retraite, les dons ou legs qui pourraient être faits seront mis au compte de fonds de réserve à moins que les donateurs n'en spécifient l'emploi. Les pensions seront servies avec le produit des contributions et l'intérêt du capital; au cas où ces ressources ne suffiraient pas, les contributions seront augmentées pour produire la somme nécessaire, ou le montant des pensions sera diminué; si au contraire, il

reste du disponible, il sera versé au compte de fonds de réserve. Pour être admis au bénéfice d'une pension, le sociétaire doit avoir payé ses cotisations pendant quinze ans et être atteint de maladie reconnue incurable, de manière à ne pouvoir subvenir à son entretien. Auront aussi droit à être mis au bénéfice d'une pension les sociétaires valides âgés de 60 ans et ayant payé leurs cotisations pendant 40 ans à la caisse de retraite proprement dite. Le montant des pensions sera fixé chaque année à l'assemblée générale. La caisse de retraite étant fondée au sein de la société de secours mutuels, celui qui démissionnera de l'une sera considéré comme démissionnaire de l'autre. Lorsqu'un sociétaire pensionné reviendrait à la santé au point de pouvoir remplir un emploi régulier, sa pension pourra lui être diminuée ou retranchée. Les sociétaires qui ont payé leurs cotisations pendant 10 ans et qui vont fixer leur domicile à l'étranger peuvent rester membres de la caisse de retraite en tant que leurs contributions seront régulièrement versées. Le comité de l'association sus-dénommée est actuellement composé de Frédéric Schiffmann, président; Jules Peyreguet, secrétaire; Fs. Chapuis, caissier; Constat Rey, Louis Martin, Jules Morin et Charles Chapuis, à Lausanne.

5 mars. La société en nom collectif **Chamorel & Withwer**, à Lausanne, commerce de cigares et tabacs (F. o. s. du c. du 21 mai 1883, n<sup>o</sup> 73, page 586), est dissoute et la raison ci-dessus radiée.

5 mars. La raison **E. Vernaud**, à Lausanne, commerce de thés et tabacs (F. o. s. du c. du 2 juin 1883, n<sup>o</sup> 81, page 648), est radiée ensuite de cessation de commerce.

###### Bureau de Moudon.

6 mars. Le chef de la raison **Alfred Pasche**, à Syens, est Alfred, fils de Daniel Pasche, de Servion, domicilié à Syens. Genre de commerce: Exploitation de la laiterie de Syens.

###### Bureau d'Orbe.

4 mars. La raison **J. Roulet**, à Orbe (F. o. s. du c. du 3 octobre 1894, n<sup>o</sup> 218, page 897), est radiée ensuite de renonciation du titulaire au commerce.

6 mars. La raison **Ch. Jaillet**, à Vallorbes (F. o. s. du c. du 6 juin 1885, n<sup>o</sup> 59, page 394), a changé son commerce en ce sens que le titulaire a renoncé à l'épicerie, tabacs et cigares et continuera le commerce de vins et liqueurs, spécialement des vins d'Arbois en fûts et en bouteilles.

###### Genève — Genève — Ginevra

1896. 4. mars. La société en nom collectif **V<sup>o</sup> Hirschy et fils**, à Genève (F. o. s. du c. du 27 janvier 1887, n<sup>o</sup> 8, page 57), est déclarée dissoute dès le 7 octobre 1895, ensuite du décès de l'associée veuve Hirschy, survenu à la dite date.

La maison est continuée, dès le 9 février 1896, avec reprise de l'actif et du passif, sous la raison **A. Hirschy**, à Genève, par l'associé Alphonse Hirschy, fils, de Genève, y domicilié. Genre d'affaires: Entreprise de couvertures de bâtiments. Locaux: 29, Rue de Lausanne.

4 mars. L'association dite **Société de la Fruitière de Laconnex**, ayant son siège à Laconnex (F. o. s. du c. des 6 et 14 avril 1884, nos 28 et 30, pages 245 et 268), a, dans son assemblée du 12 janvier 1896, renouvelé son comité, qui est actuellement composé des suivants: Arthur Thévenoz, président; Jean-Alexis Thévenoz; Alexis-Jean Dethurens; François-Joseph Giron; Claude-François Jacquet; Claude Bathiaz et François-Marie Thévenoz, tous domiciliés à Laconnex.

5 mars. La raison **Ferdinando Livraghi**, à Genève (F. o. s. du c. du 15 janvier 1894, n<sup>o</sup> 10, page 41), est radiée ensuite de l'association ci-après contractée.

Les deux frères **Ferdinando Livraghi** et **Dario Livraghi**, et Madame veuve **Rose Peregalli**, née Livraghi, tous d'origine italienne et domiciliés à Genève, ont constitué à Genève, sous la raison sociale **Peregalli & Co**, une société en nom collectif qui a commencé le 19 janvier 1895 et a pour objet le commerce de volailles, gibiers etc. La nouvelle maison a repris l'actif et le passif de la maison «Ferdinando Livraghi», ci-dessus radiée. Locaux: 7, Rue de la Faucille. Les associés Ferdinando Livraghi et Dario Livraghi ont seuls la signature sociale.

5 mars. Les suivants: **Louis-Emile Belly**, de Genève, y domicilié (déjà et restant inscrit à Genève, comme camionneur), et **Jules Brissaud**, fils, d'origine française (entrepreneur de manutention et de montage), domicilié à Genève, ont constitué à Genève, sous la raison sociale **E. Belly fils et Brissaud**, une société en nom collectif qui a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1896 et a pour objet le transport et la manutention de toutes les marchandises destinées à l'exposition nationale de Genève, en 1896. La société ne sera engagée que par la signature collective des deux associés. Bureaux: Rue des Gares.

5 mars. La raison **A. Reymond**, à Genève (F. o. s. du c. du 28 mai 1892, page 500), est radiée ensuite de renonciation du titulaire.

5 mars. Le chef de la maison **Schmidt-Roussel**, à Genève, commencée le 13 mars 1896, est **Conrad Schmidt**, allié Roussel, d'origine vaudoise, domicilié à Genève. Genre d'affaires: Epicerie et droguerie. Locaux: 24, Rue de Cornavin (Ancien commerce A. Reymond).

# Gewinn- und Verlust-Rechnung der Aargauischen Bank in Aarau

vom Jahre 1895.

**Soll**  
Lastenposten

(Dekretsgemässe Genehmigung vorbehalten.)

**Haben**  
Nutzposten

				<b>I. Verwaltungskosten.</b>					
		6,498	—	Entschädigungen an die Verwaltungsbehörden.					
		71,444	90	Beoldungen an Angestellte und Hilfspersonal, inklusive Sparkassaeinnehmer, Gratifikationen an Lehrlinge.					
		1,090	25	Assekuranz und Unterhalt des Bankgebäudes.					
		5,200	—	Lokalmiete.					
		1,714	35	Heizung, Beleuchtung und Reinigung.					
		8,266	22	Bureau-Anlagen (Druckkosten, Inscrute, Abonnemente).					
		7,248	81	Porti, Depeschen, Telephon, Stempelmarken und Konkordatspesen (Formularien etc.).					
105,708	48	2,640	95	Kosten für Beschaffung von Barschaft.					
		1,600	—	Banknoten-Erstellungskosten.					
				<b>II. Steuern.</b>					
		4,000	—	Bundes-Banknotensteuer.					
		20,000	—	Kantonale Banknotensteuer.					
37,397	20	9,740	25	Kantonale Staats- und Patentsteuer.					
		3,656	95	Gemeindesteuern.					
				<b>III. Passivzinsen.</b>					
				<i>a. Auf Schulden in laufender Rechnung.</i>					
		3,387	23	An Emissionsbanken und Korrespondenten, Zinsen und Provisionen.					
		137,841	40	An Conto-Corrent-Kreditoren, Zinsen.					
		123,863	52	An Sparkassa-Einlagen, Zinsen.					
				<i>b. Auf Schuldscheine aller Art.</i>					
				An kurzfristige Depositenscheine:					
		6,751.	66	Bezahlte Zinsen.					
		4,526.	—	Ratazinsen auf 31. Dezember 1895.					
		11,277.	66						
		6,497	31	Abzüglich: Ratazinsen vom Vorjahre.					
				An Schuldscheine auf Zeit (obligationen):					
		905,569.	90	Bezahlte Zinsen.					
		35,256.	85	Fällige und nicht erbobene Zinsen und Coupons.					
		501,679.	65	Ratazinsen auf 31. Dezember 1895.					
1,192,470	95	1,442,506.	40						
		920,881	49	Abzüglich: Ratazinsen und ausstehende Zinsen und Coupons vom Vorjahre.					
				<b>IV. Verluste und Abschreibungen.</b>					
		286	—	Auf Hypothekar-Anlagen (Annuitäten-Darlehen).					
		13,820	10	" Effekten (öffentliche Wertpapiere), Mindertaxation.					
39,485	03	25,328	93	" Grundigentum, nicht zum Geschäftsbetrieb bestimmt.					
				<b>V. Reingewinn.</b>					
		53,349	02	Gewinn-Saldo-Vortrag von 1894.					
534,225	24	480,882	22	Reingewinn des Rechnungsjahres 1895.					
				<b>I. Ertrag des Wechselconto.</b>					
				Disconto-Schweizer-Wechsel:					
				Vereinnahmte Zinsen und Kommissionen	111,521.	01			
				Rückdisconto vom Vorjahre zu durchschnittlich 3,075 %	81,832.	75			
					143,353.	76			
				Abzüglich: Rückdisconto auf 31. Dezember 1895 zu durchschnittlich 3,939 %	28,983.	54	114,370	22	
				Wechsel auf das Ausland:					
				Vereinnahmte Zinsen, Kommissionen und Kursgewinne	20,927.	84			
				Rückdisconto vom Vorjahre zu durchschnittlich 3,208 %	34,356.	10			
					55,283.	94			
				Abzüglich: Rückdisconto auf 31. Dezember 1895 zu durchschnittlich 3,324 %	24,513.	05	30,770	89	
				Wechsel mit Faustpfand (Lombards):					
				Vereinnahmte Zinsen	37,887.	25			
				Rückdisconto vom Vorjahre à 3 %	5,751.	—			
					43,638.	25			
				Abzüglich: Rückdisconto auf 31. Dezember 1895 à 1 1/4 %	9,448.	—	94,190	25	
				Wechsel zum Inkasso:					
				Vereinnahmte Inkassogebühren etc.			621	26	179,952
									62
				<b>II. Aktivzinsen und Provisionen.</b>					
				<i>a. Auf Guthaben in laufender Rechnung.</i>					
				Von Emissionsbanken und Korrespondenten, Zinsen	7,566	80			
				Von Conto-Corrent-Debitoren, Zinsen und Provisionen	157,676	90			
				Von Conto-Corrent-Kreditoren, Provisionen	29,946	41			
				<i>b. Auf andern Guthaben und Anlagen.</i>					
				Von Schuldscheinen ohne Wechselverbindlichkeit (Vorschüsse):					
				Vereinnahmte Zinsen	42,239.	09			
				Ratazinsen auf 31. Dezember 1895	22,756.	—			
					64,995.	09			
				Abzüglich: Ratazinsen vom Vorjahre	23,422.	40	41,572	69	
				Von Hypothekar-Anlagen aller Art (Annuitäten-Darlehen, Gült-Darlehen und Zahlungsbriefen):					
				Vereinnahmte Zinsen	1,083,811.	31			
				Zinsrestanzen auf Jahreschluss	173,601.	25			
				Ratazinsen auf 31. Dezember 1895	547,179.	15			
					1,804,591.	71			
				Abzüglich: Ratazinsen und Zinsrestanzen vom Vorjahre	707,145.	80	1,097,445	91	
				Von Effekten (öffentliche Wertpapiere):					
				Vereinnahmte Zinsen auf eigenen Effekten	206,872.	50			
				Kursgewinne auf eigenen Effekten	87,911.	70			
				Ratazinsen auf 31. Dezember 1895	39,767.	10			
					334,551.	90			
				Abzüglich: Ratazinsen vom Vorjahre	39,682.	05			
					294,869.	25			
				Provisionen u. s. w. auf An- und Verkauf für Rechnung Dritter	15,263.	25	310,192	50	1,644,341
									21
				<b>III. Ertrag der Immobilien.</b>					
				Vom Bankgebäude	6,000	—			
				Von anderem Grundeigentum	6,828	80	12,828	80	
				<b>IV. Gebühren und Entschädigungen.</b>					
				Aufbewahrung und Verwaltung von offenen und verschlossenen Werttiteln, Wertgegenständen n. s. w.:					
				<i>a. eingegangene</i>	10,179	05			
				<i>b. ausstehende</i>	484	20	10,663	25	
				<b>V. Diverse Nutzposten.</b>					
				Agio auf Münzsorten, fremden Noten u. s. w.			4,845	—	
				<b>VI. Eingänge von früheren Abschreibungen.</b>					
				Auf Schweizer-Wechsel	632	50			
				Auf Correspondenten	122	30			
				Auf Conto-Corrent-Debitoren	3,000	—			
				Auf Schuldscheine ohne Wechselverbindlichkeit	203	20	3,958	—	
				<b>VII. Gewinn-Saldo-Vortrag vom Jahre 1894</b>					
							53,349	02	
1,909,231	90						1,909,231	90	

## Beilage zu der Gewinn- und Verlust-Rechnung der Aargauischen Bank vom Jahre 1895.

### Verteilung des Reingewinnes gemäss §§ 51\*) und 52 des Bankdekretes.

Der Reingewinn beträgt	Fr. 534,225. 24
Vortrag auf neue Rechnung	" 54,225. 24
	Aus den verbleibenden Fr. 480,000. —
erhält zuerst das Aktienkapital seine Minimaldividende von 4 %	" 240,000. —
	Der Rest von Fr. 240,000. —
entfällt zu 50 % auf sämtliche Aktien zu gleichmässiger Verteilung	Fr. 120,000. —
40 % an den Staat Aargau zur Verwendung für gemeinnützige Zwecke	" 96,000. —
10 % an die sämtlichen Angestellten	" 24,000. —
	" 240,000. —

\*) § 51: Aus der am Schlusse des Rechnungsjahres auf den Geschäften der Bank erzielten Dividende werden zuerst die Aktien zu 4 % verzinst. Der Ueberschuss wird dann folgendermassen verteilt: 50 % unter sämtliche Aktien, 40 % werden in den Reservefonds gelegt, 10 % an die Angestellten der Bank. Letztere können jedoch bei sehr grossen Superdividenden auch auf einen minderen Anteil angewiesen werden. In diesem Fall bestimmt die Aktionärsversammlung die Verwendung des übrigen Restes.

§ 52: Der Sicherheitsfonds bleibt arbeitendes Kapital der Bank und soll gekläffnet werden, bis er auf 10 % des Aktienkapitals angestiegen ist. Von diesem Zeitpunkte an werden die letzten 40 % des Reingewinnes dem Staate zur Verwendung für gemeinnützige Zwecke übergeben, fallen aber neuerdings dem Sicherheitsfonds zu, wenn letzterer wieder unter 10 % des Aktienkapitals sinkt.





